

TANGOS – Webinaire franco-argentin

Le projet TANGOS de l'appel 2023 du Programme ARFAGRI organise un webinaire franco-argentin sur les questions autour de la Transformation des agrosystèmes, de la biodiversité et de la sécurité alimentaire.

du 13 au 17 mai 2024

14h00 en France, 9h00 en Argentine



Ce webinaire a pour objectif de valoriser les activités menées dans les institutions participantes au projet afin de mettre en contact et de favoriser la communication entre les enseignants, les chercheurs et les étudiants des deux pays. Le webinaire sera structuré en 5 journées de 2 heures chacune et bénéficiera d'une traduction simultanée.

Téléchargez les [flyers en français](#) et [en espagnol](#) pour connaître les grandes thématiques abordées chaque jour.

Pour en savoir plus, le [programme détaillé et les intervenants en français](#) et en [espagnol](#)

[Inscription en ligne](#)

Formation Alimenterre

L'expertise de l'enseignement agricole à l'international

La composante « expertise » de la coopération internationale est animée par le réseau CEFAGRI (Conseil Expertise Formation Agricole à l'International), réseau transversal concernant toutes les zones géographiques (Afrique, Amérique latine, Asie, Europe) piloté par le Bureau des Relations Européennes et de la Coopération Internationale (BRECI) de la DGER. Pour la première fois, des rencontres ont été organisées pour favoriser les échanges entre les divers acteurs de l'expertise à l'international de l'enseignement agricole. Elles ont eu lieu les 30 et 31 mars 2023 au LEGTA Le Chesnoy et en distanciel.

Les « experts » de l'enseignement agricole, confirmés ou en devenir, qu'ils soient enseignants, formateurs, directeurs de CFPPA, d'exploitation agricole, animateurs de résothem' ou de réseaux géographiques, inspecteurs, chefs de SRFD, sont venus de diverses régions (et même d'Outre-Mer en visioconférence) pour échanger et rencontrer les représentants d'organismes

avec lesquels travaille le réseau CEFAGRI, venant quant à eux de Paris (FranceAgriMer, Expertise France, France Éducation International, SFERE) ou de Montpellier (service DEFIS de l'Institut Agro, ICRA, réseau FAR).

L'objet de ces rencontres, qui ont réuni 35 personnes en présentiel et 7 en distanciel, était d'une part de se connaître mutuellement, créer des synergies d'actions, dégager des bonnes pratiques en commun, et d'autre part de partager les besoins en termes de profils d'experts, les opportunités de collaboration, les perspectives d'amélioration de travail en commun.

L'expertise, une composante à part entière de la mission de coopération internationale

Les experts de l'enseignement agricole sont tout simplement des praticiens de terrain(s) qui interviennent dans un esprit de co-construction entre pairs, à trois niveaux : pour les contenus de formation, l'ingénierie de la formation, les référentiels, la pédagogie ; la gouvernance organisationnelle (ancrage territorial, politiques de décentralisation, stratégie d'établissement) ; la gouvernance institutionnelle (pilotage, moyens, certification, inspection). Les profils des experts sont donc variés, à l'instar des participants à ces rencontres.

Si l'Afrique, qui a à relever d'importants défis sociaux et agricoles du fait de sa croissance démographique, offre de nombreuses opportunités de coopération avec l'enseignement agricole français, les terrains d'expertise se trouvent aussi sur les autres continents, comme le montre cette carte des projets en cours :



Les bénéfices pour l'expert de l'enseignement agricole sont multiples, de la valorisation de ses savoir-faire à la réflexion sur ses pratiques professionnelles, en passant par le développement de compétences interculturelles et autres *soft skills*, sans oublier la motivation pour développer de nouvelles actions de coopération internationale. Aussi l'établissement de l'expert y trouve-t-il son compte en termes d'impact sur la qualité de l'enseignement ou la dynamisation de la coopération internationale avec à la clé un renforcement des mobilités, des propositions de stages, des projets en partenariat...

Dans ce contexte, le réseau CEFAGRI a pour objectifs de conduire l'analyse et la structuration de l'expertise à l'international menée par les établissements de l'enseignement technique agricole, et de rendre visible, lisible et mobilisable son vivier d'experts. Le réseau CEFAGRI se trouve à l'interface d'offres et de demandes d'expertises et propose d'accompagner une montée en compétences des experts.

Retrouvez tous les détails sur ces aspects dans les diaporamas suivants :

- [L'enseignement agricole et la coopération internationale \(Gerardo Ruiz, adjoint au chef du BRECI\)](#)
- [La place de l'expertise dans la mission de coopération](#)

internationale de l'enseignement agricole (Rachid Benlafquih, chargé de mission coopération Afrique subsaharienne, ECSI, expertise à l'international au BRECI)

- Le rôle et les activités du réseau Conseil Expertise Formation Agricole à l'International (Vanessa Forsans, animatrice du réseau CEFAGRI)
- Le rôle de l'inspection dans la mobilisation de l'expertise de l'enseignement agricole (Franck Lapray, inspecteur en charge de la coopération internationale)



Des synergies avec divers organismes d'expertise à l'international

Tous les organismes représentés lors de ces rencontres ont exposé leur fonctionnement et leurs liens avec le réseau CEFAGRI.

Le service DEFIS de l'Institut Agro Montpellier :

L'Institut Agro dispose à Montpellier d'un service dédié à l'appui aux enseignements et à la professionnalisation des étudiants ainsi qu'à l'expertise à l'international (développement rural, agroalimentaire, appui aux dispositifs de formation, techniques à supérieurs : le service DEFIS, pour

« Développement Expertise Formation Ingénierie pour le Sud », relevant du Pôle Tropiques et Méditerranée. Dans le cadre de ses missions d'ensemblier et de coordonnateur de consortium, le service DEFIS s'inscrit également dans le continuum FRIDA (Formation Recherche Innovation Développement Appui à l'enseignement technique), et collabore régulièrement avec l'enseignement technique agricole, ce qui a été le cas à l'occasion du [projet AFOP au Cameroun](#) depuis plus de dix ans, ainsi que pour le projet AMES au Congo. Ce Projet d'Appui à la Modernisation de l'Enseignement Supérieur de la République du Congo, se déroulant de 2021 à 2024 pour un budget total de 600 000 euros porté par Expertise France et l'Agence Française de Développement (AFD), comprend quatre composantes que sont la formation par la recherche, des stages de perfectionnement en France, la réforme des référentiels, l'ingénierie technique. C'est dans cette quatrième composante que l'enseignement technique agricole intervient par la mobilisation d'un directeur d'atelier technologique de lycée agricole en tant qu'expert technique en appui à l'élaboration du business plan du Centre Multiservices de Valorisation des Bioressources prévu par le projet à l'Université Marien N'Gouabi de Brazzaville.

France Éducation International :

France Éducation International (FEI), établissement placé sous la tutelle du Ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse, coordonne de nombreux projets de coopération à travers le monde, dans ses différents domaines d'expertise que sont la coopération en éducation et formation, l'appui à l'enseignement du/en français, et la reconnaissance des diplômes étrangers.

FEI a formulé avec le BRECI/DGER une proposition technique qui a été retenue par le Bénin dans le cadre de son important projet de réforme de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels. Trente lycées techniques agricoles doivent être opérationnels dans les prochaines

années. Pour ce faire, une dizaine d'experts de l'enseignement agricole français sont mobilisés autour d'un chef de projet de FEI pour effectuer des missions au Bénin concernant l'élaboration des programmes de formation, des listes d'équipements et la production de ressources pédagogiques de ces nouveaux lycées agricoles.

Le réseau FAR :

Ce réseau international, fort de dix-huit pays membres, a pour mission d'améliorer les dispositifs de Formation Agricole et Rurale.

L'expertise telle que pratiquée par le réseau FAR a pour spécificités de répondre à la demande d'un pays et/ou de l'AFD, avec souplesse et agilité, en favorisant l'expertise Sud, en lien avec le continuum recherche-formation.

Le réseau FAR souhaite renforcer et élargir ses partenariats, notamment avec l'enseignement technique agricole (le réseau FAR fait déjà partie du consortium du projet [FABé0c](#) porté par les lycées agricoles de Castelnau-le-Lez et Riscle) et via le réseau CEFAGRI.

FranceAgriMer :

Sous tutelle du Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire (MASA), FranceAgriMer est l'établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, un lieu d'information, d'échange, de réflexions stratégiques, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche. Par son unité CIPAC (Commission internationale et politique agricole commune), FranceAgriMer assure l'ingénierie des projets de coopération internationale dans le champ de compétences du MASA, hors vétérinaire.

Parmi les projets menés par FranceAgriMer avec la DGER, nous pouvons citer le soutien à un développement rural inclusif et durable en Amérique latine (Équateur, Pérou, Colombie,

Bolivie, Paraguay) par la revalorisation et l'accès des jeunes à la formation technique et professionnelle agricole et para-agricole, projet clôturé en 2022.

De même, FranceAgriMer est engagé auprès de la DGER dans le soutien au développement de la formation professionnelle au sein des [ISEP](#) (Instituts supérieurs d'enseignement professionnel) au Sénégal, via [des missions au Sénégal](#) et [des visites d'étude en France](#).

FranceAgriMer et la DGER travaillent également ensemble dans le cadre d'un accord de partenariat avec l'Algérie pour l'appui à la mise en place d'un centre d'excellence en production laitière.

Dans ces cas, FranceAgriMer organise la logistique des missions des experts mobilisés par le réseau CEFAGRI.

SFERE :

La Société Française d'Exportation des Ressources Éducatives est un bureau d'étude spécialisé dans la gestion de programmes de mobilités d'étudiants internationaux ainsi que dans le conseil et l'assistance technique visant la modernisation des systèmes éducatifs et de formation technique et professionnelle des pays en développement.

Si les liens entre SFERE et le MASA se caractérisent par vingt ans d'actions concrètes de coopération avec divers pays, la première collaboration de SFERE avec le réseau CEFAGRI se fait en 2023 sur le PAFAR (Projet d'appui à la formation agricole et rurale) en Angola. Ce projet de grande ampleur (35 millions d'euros de l'AFD et 5 de l'Union européenne) a pour objectif de revitaliser le système de formation agricole au niveau de l'enseignement secondaire dispensé dans douze instituts techniques agricoles répartis dans le pays, en s'appuyant sur le modèle de l'enseignement technique agricole français. Ainsi, avec un consortium comprenant l'Institut Agro, IRAM, Forhom et Foodprocessing, SFERE et la DGER via le BRECI et le

réseau CEFAGRI ont élaboré une proposition technique, retenue par l'Angola, impliquant divers profils d'experts de l'enseignement agricole français.



Expertise France :

Filiale du groupe AFD, Expertise France a pour cœur de métier la coopération technique internationale, avec plus de 50% de son activité en Afrique. Diagnostics, ateliers de concertation, formations : les modalités d'appui proposées par Expertise France sont variées et complémentaires, permettant de répondre à des besoins de court terme comme de concevoir des accompagnements sur le temps long. Son expertise est plurisectorielle, avec par exemple un pôle agriculture qui relève de son Département développement durable.

Pour ses projets à venir impliquant des besoins en formation agricole, Expertise France reste en contact avec le réseau CEFAGRI pour identifier les experts idoines.

Explor :

Proposant du mécénat de compétences au service des projets de

coopération internationale, le dispositif Explor est mis en œuvre dans cinq réseaux régionaux multi-acteurs (RRMA). Il permet de mobiliser des salariés, des fonctionnaires, des retraités disposant d'une compétence pour des missions courtes (une à deux semaines) à l'étranger. Ce dispositif s'adresse aux acteurs de la solidarité internationale basés en régions (associations, entreprises, collectivités) souhaitant bénéficier d'une expertise en vue de préparer, mettre en œuvre ou évaluer leurs projets. Les missions Explor sont financées pour moitié par le RRMA et pour moitié par l'organisme bénéficiaire.

Le RRMA (tel Centraider en région Centre-Val de Loire) se chargeant de la recherche d'experts peut faire appel au réseau CEFAGRI en cas de besoin d'expertise dans le domaine de la formation agricole.

ICRA :

ICRA-global est une fondation dont le siège est aux Pays-Bas, le bureau à Montpellier, avec des représentations en Afrique de l'Ouest et de l'Est et en Amérique latine. Sa vocation est de participer à l'épanouissement de la jeunesse dans le développement rural des pays du Sud, de former des formateurs et professionnels de l'appui-conseil et de fournir des services dans les domaines de l'éducation et de l'agribusiness.

Des passerelles avec le réseau CEFAGRI sont envisagées en fonction des opportunités de projets.

Ces diverses présentations ont donné lieu à des échanges avec l'ensemble des participants, qui ont notamment fait ressortir les valeurs communes : l'expertise à l'international se mène dans un esprit de co-construction, de réciprocité, de partenariat gagnant-gagnant, relayant des politiques publiques telles que celles relatives aux transitions agroécologiques, au bien-être animal, à l'agriculture familiale (sans pour autant négliger l'agribusiness), à l'appui aux filières, en

misant sur le continuum formation-installation.



Des échanges de pratiques fructueux entre experts de l'enseignement agricole

La seconde journée de ces rencontres a été dédiée aux témoignages des participants et à leurs échanges de pratiques quant à la participation à des missions d'expertise à l'international, dont voici un exemple : [partage d'expérience sur 10 ans de missions en Colombie – par Sandrine Belvèze](#). Ainsi, un enseignant en agronomie a évoqué sa participation à la co-écriture des référentiels de licence en agriculture biologique de l'Université du Sine Saloum (Sénégal) ; un directeur d'exploitation agricole a parlé de sa mission en Côte d'Ivoire sur le partage de pratiques pour enseigner à produire autrement pour les transitions et l'agroécologie dans le cadre du projet [FABA](#) ; une formatrice en CFPPA a présenté ses activités d'expertise en hydraulique et hydrologie ; une chargée de mission en EPL a fait part de son expérience relative à un projet international sur la transhumance ; un enseignant en génie alimentaire a relaté le déroulement de ses missions d'expertise en Russie et en Algérie... Quant aux participants moins expérimentés, ils ont exprimé leur intérêt, leurs motivations pour ce type de coopération internationale. Ces échanges ont aussi permis d'explicitier la notion d'expert, voire de la démystifier.

Dans un deuxième temps, des pistes de préparation de missions ont aussi été abordées. Il s'est agi, avec l'appui et les exemples de missions et de profils d'experts proposés par Expertise France, de voir comment appréhender des termes de références, présenter un CV qui mette en avant les compétences

requis pour le projet.

A l'issue de ces rencontres, l'appréciation des participants tient en ces mots :



Tous les participants ont exprimé leur souhait de pouvoir se retrouver régulièrement dans ce type de configuration, très structurant, qui permet de créer du lien, du collectif. On retiendra donc que l'expérience est à renouveler. Ainsi, le comité de pilotage du réseau CEFAGRI initialement prévu va évoluer vers un groupe de concertation sur l'expertise en formation agricole et rurale, auquel participeront tous les organismes présents intéressés. Quant aux experts de l'enseignement technique agricole, ils se verront proposer d'autres types de regroupement, en particulier des temps de formation et de préparation des missions de courte durée à l'international, qui pourront s'organiser en lien avec FranceAgriMer et Expertise France.

Enfin, ces rencontres, en présentant une vision globale des acteurs de l'expertise à l'international de la formation agricole et rurale, ont confirmé le fait que le réseau CEFAGRI répond à une attente de synergie, de mise en lien, pour aller dans le sens d'une mobilisation en « équipe France » de cette expertise.

Pour voir les différentes présentations : [DEFIS de l'Institut Agro Montpellier](#), [France Éducation International](#), [Le réseau FAR](#), [FranceAgriMer](#), [SFERE](#), [Expertise France](#), [Explor](#), [ICRA](#)



Contacts : Vanessa FORSANS, animatrice du réseau CEFAGRI de l'enseignement agricole, vanessa.forsans@educagri.fr

Rachid BENLAFQUIH, chargé de coopération Afrique / ECSI / expertise à l'international au BRECI, Direction générale de l'enseignement et de la recherche – MASA, rachid.benlafquih@agriculture.gouv.fr

La formation ALIMENTERRE répond aux QSV

ALIMENTERRE c'est un festival mais c'est aussi l'outil pédagogique phare de la formation assurée par l'Institut Agro, le CFSI et le RED pour enseigner les transitions agricoles et

alimentaires.

Du 29 au 31 mars 2023 à St Malo, dans le cadre du plan national de formation *Le festival ALIMENTERRE : un outil pour enseigner les transitions* a réuni une trentaine d'enseignants et de partenaires associatifs qui ont pu entre autre échanger sur le concept de Souveraineté Alimentaire et les manières d'aborder les *Questions Socialement Vives* en lien avec des enjeux agricoles et alimentaires.



Conférence de Gilles Maréchal sur la souveraineté alimentaire

Souveraineté , sécurité alimentaire, autonomie alimentaire, quelles différences ?

Gilles Maréchal, chercheur, militant et consultant à [terralim](https://terralim.org/) et René Louail, paysan qui a vécu de l'intérieur les premières négociations commerciales internationales des années 90 pour la confédération paysanne et via campesina, nous ont rappelé l'histoire du concept de souveraineté alimentaire, sa définition et son actualité dans un monde marqué par la pandémie et la guerre en Ukraine.

« La souveraineté alimentaire est une nécessité pour viser la paix dans le monde – Ce concept est une création du monde paysan sud américain, européen et africain au départ dans les années 90 – C'est le droit des peuples à décider du type

d'agriculture et d'alimentation dont ils ont besoin... » Gilles Maréchal – extrait de la [présentation de la conférence](#).

Comment aborder les algues vertes, le bien être animal, les pesticides, les méga bassines ou encore les régimes alimentaires végétariens en classe ?



Groupe de travail sur les fiches pédagogiques des films ALIMENTERRE 2023

Tous ces sujets font partie de ce que l'on appelle les Questions Socialement Vives (QSV). Elles doivent être abordées en classe aujourd'hui (plan EPA 2) et les chercheurs en didactiques s'intéressent à la question. Marie Cadou est enseignante au lycée agricole de Guigamp et participe à une groupe de recherche sur la question au niveau national pour l'enseignement agricole. Elle a présenté au cours de la formation les fruits de ces expérimentations et observations actuelles lors de la formation.

Le festival ALIMENTERRE représente un très bon support et vecteur pour proposer des échanges et débats sur ces questions très sensibles dans certains territoires. Il est donc important d'être bien « armé » en tant qu'enseignant pour aborder ces sujets en classes, surtout quand le contexte local est tendu. Parmi les conseils et recommandations partagés, nous pouvons retenir qu'il est important de réfléchir à sa

posture d'animateur, de créer les conditions d'un réel débat où tous les points de vue peuvent s'exprimer sans risque de jugement ou encore de faire réaliser des cartographies de controverses aux étudiants pour mieux comprendre la complexité des problèmes et les différents points de vue.

Pour aller plus loin, [consulter les supports de présentation et les ressources de la formation](#)

Mais ce n'est pas tout...



La suite de la formation a permis aux participants de découvrir la sélection de films de l'édition 2023 du festival ALIMENTERRE, mais pour le grand public, il faudra patienter jusqu'en mai... Les participants ont ainsi travaillé à l'édition de fiches pédagogiques sur chaque film, rencontré un réalisateur de documentaire de la sélection, testé l'outil « la fresque de l'alimentation », et ont découvert le [prix Alimenterre](#), [l'ONG CREDI](#) béninoise, des initiatives bretonnes (DRAAF Bretagne/EPA2, [Association Xylm](#), PAT de Fougères) de transitions ou encore réfléchi au concept de souveraineté alimentaire dans nos pratiques pédagogiques.

Un grand merci à l'Institut Agro de Florac pour l'organisation de la formation, aux équipes du CFSI, aux intervenants et aux participants désormais « bien formés » pour lancer le festival 2023 dans leur établissement et leurs régions.

Pour en savoir plus sur la formation et l'outil pédagogique pour enseigner les transitions agricoles et alimentaires : « [Le festival ALIMENTERRE, un outil pour enseigner les transitions](#) »

Contacts :

Danuta Rzewuski, Vincent Rousval, animateurs du RED-ECSI de l'enseignement agricole, danuta.rzewuski@educagri.fr et vincent.rousval@educagri.fr et Christian Resche, Institut Agro de Florac-Montpellier, christian.resche@supagro.fr

Rachid Benlafquih, chargé de coopération Afrique subsaharienne/ECSI/expertise internationale au BRECI